

Commune mixte

Charmoille

---

R E G L E M E N T

concernant

---

L E S   E A U X   U S E E S

1 9 8 9

## Règlement concernant les E a u x u s é e s

---

### La Commune mixte de Charmoille

VU

- les articles 100 et 106 de la Loi sur l'utilisation des eaux (LUE) du 26 octobre 1978
- les articles 1 et suivants de l'Ordonnance sur la protection des eaux (OPE) du 6 décembre 1978
- la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 1er janvier 1988
- l'Ordonnance sur les constructions du 6 décembre 1978
- le Décret sur les constructions du 6 décembre 1978

é d i c t e , sous réserve d'approbation par le Service des communes, le présent

## R è g l e m e n t

---

### I. Généralités

1

Tâche de  
la commune

Article 1 La commune organise et surveille sur tout le territoire communal l'évacuation et l'épuration des eaux usées.

2

Elle établit et entretient le réseau des canalisations publiques jusqu'au collecteur intercommunal du S E F E.

Délimitation du  
territoire

Art.2 En vertu des articles 20 ss de l'Ordonnance cantonale sur la protection des eaux (OPE), il est fait, sur la base du Plan communal d'assainissement, les distinctions suivantes:

a) les secteurs délimités dans le Projet général de canalisations ( périmètre du PGC ) qui correspondent aux zones de construction ou aux zones de construction provisoires pour autant que le périmètre ne soit pas réduit en fonction d'un plan de viabilité à réaliser par étapes sur la plan communal (art.21, 2e al OPE );

b) le secteur de développement des constructions désigné comme tel dans le Plan directeur des canalisations ( PGC );

c) le secteur à assainir par les propriétaires fonciers privés et à leurs propres frais ( secteur d'assainissement privé ).

- 1
- Viabilité Art.3 A l'intérieur du périmètre du PGC légalement institué selon l'OPE, la viabilité est déterminée par les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions (art.71 ss de la loi sur les constructions; art.136 ss de l'ordonnance sur les constructions), et par le Plan communal de viabilité à réaliser par étapes.
- 2
- L'évacuation des eaux usées des secteurs d'assainissement privés incombe aux propriétaires fonciers. Il est loisible à la commune de décider l'octroi de subsides appropriés pour les cas de rigueur excessive.
- 1
- Cadastre des conduites Art.4 La commune établit et tient régulièrement à jour un plan de situation de l'ensemble des installations.
- 2
- De plus, la commune conserve les plans d'exécution avec les données de détail (cadastre des conduites).
- 1
- Conduites publiques a) Droit de conduite Art.5 Les droits de conduite pour conduites publiques ainsi que pour les conduites privées qui servent à l'accomplissement de tâches publiques peuvent être acquis selon la procédure fixée par l'article 130a LUE ou encore par des contrats de servitudes.
- 2
- Le dépôt des plans de conduite sera communiqué aux propriétaires fonciers par écrit, et au plus tard, au moment de la mise à l'enquête.
- 3
- Il n'est accordé aucune indemnité pour les droits de conduite; des indemnités pour dommages causés par les mesures assimilables à l'expropriation demeurent réservées.
- 1
- b) Protection des conduites publiques Art.6 Pour autant qu'il n'existe aucun arrangement contractuel avec des dispositions contraires, les conduites publiques sont protégées dans leur état actuel au sens de l'article 130a, 3e al de la LUE.
- 2
- Dans la règle, on observera une distance de 4 m entre les constructions et les conduites. Dans des cas particuliers, le Conseil communal peut exiger une plus grande distance si la sécurité des conduites l'exige.
- 3
- Toute réduction de la distance fixée réglementairement entre constructions et conduites, de même que toute construction sur la conduite publique sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Conseil communal.

- 1  
Conduites sous la chaussée  
Art.7 La commune est en droit, déjà avant d'acquérir le terrain affecté à la construction des routes, de creuser des canaux et de poser des conduites à l'emplacement des futures routes. Pour l'octroi d'indemnités, l'article 105, al.2 de la loi sur les constructions est déterminant.
- 2  
On évitera, dans la mesure du possible, d'installer les conduites sous la chaussée. On tiendra compte des conduites déjà existantes et projetées définitivement.
- 3  
Pour l'utilisation de voies publiques, on requerra l'autorisation de l'autorité de surveillance des routes; l'utilisation des routes cantonales, en particulier, est subordonnée à une autorisation des Ponts et Chaussées.
- 1  
Organe compétent  
Art.8 Le Conseil communal est compétent pour l'exécution et la surveillance des mesures de protection des eaux.
- 2  
Il assume en particulier les tâches suivantes:
- a) le contrôle des constructions
  - b) le contrôle de l'entretien et de l'exploitation réglementaire des installations
  - c) il édicte les prescriptions permettant l'élimination des installations non conformes, ou dont leur rétablissement dans l'état conforme
  - d) il exécute les autres tâches légales ( en particulier celles qui lui sont assignées par les articles 10 et 16, al.3 de l'OPE) dans la mesure où un autre organe de la commune n'a pas été déclaré compétent pour cela.
- Il peut déléguer certaines de ces tâches à d'autres organes de la commune.
- 1  
Exécution  
Art.9 Pour l'exécution des décisions, les prescriptions sur l'exécution par substitution ( art.11 OPE) et sur les mesures immédiates de coercition (art.12 OPE) sont applicables.
- 2  
Les décisions visent en premier lieu le propriétaire ou l'exploitant de constructions et d'installations. S'il y a plusieurs propriétaires ou plusieurs exploitants, ils répondent solidairement des frais; le droit récusoire selon les dispositions du droit civil demeure réservé.

## II. Autorisations en matière de protection des eaux

1

Autorisation  
exigée

Art. 10. Celui qui entend établir des constructions ou installations ou prendre d'autres mesures servant à la protection des eaux ou pouvant causer un dommage à celles-ci est tenu de requérir au préalable une autorisation à cet effet.

2

Nécessitent en particulier une autorisation l'établissement et l'agrandissement des ouvrages suivants:

- a) bâtiments et parties de bâtiments avec apport d'eaux usées;
- b) autres constructions telles que
  - bâtisses et installations servant à l'entreposage, au transvasement et au transport de liquides pouvant altérer les eaux, de même que celles servant à fabriquer ces liquides, à les traiter, à les utiliser, à les transformer ou à éliminer leurs résidus;
  - installations servant à épurer, recueillir ou évacuer des eaux usées;
  - fosses à engrais et à ordures;
  - places de parcage avec possibilité de laver les véhicules à moteur;
- c) places d'extraction de matériaux ( carrières, sablières, glaisières et autres) ;
- d) places d'entreposage pour produits de l'industrie et de l'arsanat, matériaux de construction et autres;
- e) places de dépôt pour ordures ménagères, déchets agricoles, industriels et artisanaux, décombres, ainsi que véhicules et engins de tout genre hors d'usage et cadavres d'animaux ( clos d'équarrissage);
- f) places de camping;
- g) cimetières.

3

Nécessitent d'autre part une autorisation:

- a) les transformations, c'est-à-dire les modifications importantes du point de vue de la protection des eaux apportées aux constructions et installations, notamment celles qui ont pour but d'agrandir le volume utile, d'augmenter le nombre de logements ou de changer de mode d'utilisation ou d'exploitation;
- b) l'établissement d'habitations mobiles, caravanes, tentes et autres installations semblables à l'extérieur d'une place de camping autorisée et ce au même endroit pour une durée de plus de trois mois dans le courant de l'année civile;

- c) tout dépôt de matières solides dans les eaux;
- d) tout genre d'écoulement d'eaux usées par infiltration;
- e) tout genre de déversement d'eaux usées dans les eaux.

4

Sont enfin soumis à une autorisation en matière de protection des eaux pour autant qu'ils sont projetés dans des régions où existent des eaux souterraines ( secteur de protection A, zones et périmètres de protection des eaux souterraines, bassins versants de sources ) :

- a) les modifications de plus de 1,20 m de hauteur apportées au terrain dans la zone S ( comblements et excavations );
- b) les travaux de construction et de creusage de tout genre, pour autant qu'ils portent jusqu'à plus de deux mètres au-dessous du niveau maximum de la nappe d'eau souterraine;
- c) l'entreposage passager de liquides qui peuvent altérer les eaux et de matières solides solubles dans l'eau;
- d) les travaux accomplis dans le sol et dans lesquels on utilise des matières et des liquides pouvant altérer les eaux ( par exemple imprégnation des fondements d'un bâtiment et autres semblables );
- e) la construction et la modification importante de routes appartenant aux communes ou aux particuliers;
- f) les corrections de rivières et de ruisseaux pouvant avoir une influence sur le régime des eaux du voisinage ( par exemple infiltration ).

1

Procédure, obligations des autorités cantonales compétentes sur la protection des eaux

Art. 11 A la procédure d'autorisation en matière de protection des eaux s'appliquent par analogie les dispositions qui régissent la procédure d'octroi du permis de construire, pour autant que la nature de l'affaire ou la législation n'appellent pas de dérogation à cette procédure.

2

Avant de délivrer l'autorisation de construire, les autorités compétentes en matière de permis de construire examineront si les autorisations nécessaires concernant la protection des eaux ont été accordées; si ce n'est pas le cas, le permis de construire ne peut être délivré.

1  
Requêtes Art.12 Les requêtes tendant à la protection des eaux doivent être adressées au Conseil communal et établies sur formule officielle; celle-ci doit être remplie complètement.

2  
Seront joints à la requête tous les plans, descriptifs, etc... permettant de juger en connaissance de cause. En particulier, on joindra en 3 exemplaires et munis des signatures du requérant et de l'auteur du projet:

- a) un plan de situation à l'échelle du plan du registre foncier. Le projet y sera porté ainsi que les conduites des services industriels et les conduites des canalisations;
- b) éventuellement les détails des puits, des installations d'épuration et des installations spéciales ( par ex. séparateurs d'huile, de graisse, de benzine ou autres installations d'épuration);
- c) pour autant que ce soit nécessaire, la légitimation concernant l'octroi d'un droit de conduite ou d'un droit d'introduction dans une conduite privée.

3  
La preuve d'un besoin objectivement fondé, au sens de l'article 27 de l'Ordonnance générale sur la protection des eaux, doit être apportée pour toute nouvelle construction ou pour toute transformation de bâtiments situés hors de la zone à bâtir. S'il s'agit d'un projet de construction non agricole, une demande en autorisation d'exception au sens de l'article 24 de la loi sur les constructions doit être requise.

1  
Requête générale et question préalable Art.13 S'il s'agit de lotissements d'une certaine importance, si la situation juridique n'est pas claire, de même qu'en vue d'installations et mesures présentant des difficultés et à réaliser dans des secteurs d'eaux souterraines ou aux limites de ces secteurs, l'intéressé peut, avant de présenter une requête proprement dite, soumettre une requête générale; en pareil cas s'appliquent par analogie les dispositions du décret sur l'octroi du permis de construire concernant les demandes générales de construction.

2  
Les décisions préalables et les autorisations générales ne lient l'autorité compétente que pendant six mois au plus et dans la mesure seulement où ces décisions et autorisations se rapportent aux faits mentionnés dans la question posée préalablement.

1

Publication

Art.14 Si la requête se rapporte à un projet dont il faut donner connaissance publiquement en vertu du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire, elle doit être publiée dans les formes de la publication en matière de construction avec indication des mesures prévues de protection des eaux.

2

On fera en outre connaître publiquement deux fois, de manière usuelle et en indiquant les mesures prévues pour la protection des eaux, les projets mentionnés ci-après:

- a) - les citernes enterrées;  
- les stations de distribution de carburants liquides
- b) si le projet est destiné à être exécuté dans un secteur d'eau souterraine ( secteur de protection des eaux A, zones de protection des eaux souterraines, bassins versants de sources):
  - tout genre de places de transvasement pour liquides pouvant altérer les eaux, à l'exception de celles destinées aux installations domestiques de chauffage d'une capacité inférieure à 50 000 litres;
  - installations d'épuration particulières de tout genre;
  - canalisations d'eaux usées, pour autant qu'elles touchent à des zones et périmètres de protection d'eau souterraine, ainsi qu'aux bassins versants de sources
  - aménagement de places de camping;
  - travaux de construction et de creusage qui descendent jusqu'à deux mètres en dessous du niveau maximum de la nappe souterraine;
  - conduites enterrées pour liquides pouvant altérer les eaux;
  - travaux routiers des communes et des particuliers.

Autorisations  
particulières  
de la commune

Art.15 Si le traitement d'une requête en matière de protection implique l'octroi d'une autorisation particulière ( raccordement au réseau d'égouts , par ex.) ou une décision préalable ( par ex. crédit de construction sans raccordement immédiat aux canalisations, art.81 OPE), on statuera aussi vite que possible sur ce point avec mention des éventuelles possibilités de recours.

1

Préparation de  
de la décision

Art.16 Le Conseil communal veille à ce que les indications contenues dans la requête et la documentation y relative soient complètes, elle examine si les dispositions relatives à la procédure et les autres prescriptions de droit public ont été observées.



2

Il dirige les pourparlers de conciliation, auxquels elle invite un représentant de l'autorité qui a la compétence de statuer sur la requête si les difficultés du cas le justifient.

3

Ensuite, si la commune n'a pas elle-même cette compétence, elle transmet à l'autorité compétente le dossier de la requête avec le procès-verbal des pourparlers de conciliation et son propre rapport.

4

Toutefois, si la construction nouvelle ou la transformation projetée se trouve en dehors du terrain à bâtir, elle adresse la requête accompagnée du dossier d'autorisation d'exception du Département de l'Environnement et de l'Equipe-ment, conformément à l'article 24 de la loi sur les constructions.

5

Le Conseil communal doit examiner d'office si la requête porte sur une construction nouvelle ou une transformation à exécuter en dehors du terrain à bâtir valablement délimité ( art.14 et 15, 3e al. de la loi sur les constructions, art 117 de l'ordonnance y relative); elle est tenue, le cas échéant, de rendre les autorités compétentes attentives au cas d'exception.

1

Autorisation  
et préemption

~~Art.17~~ Dans la règle, l'autorisation en matière de protection des eaux est communiquée en même temps que le permis de construire.

2

Elle devient caduque si les travaux d'exécution du projet n'ont pas été entrepris dans le délai d'une année; si elle a été délivrée en connexité avec une procédure d'octroi de permis de construire, elle partage le sort du permis de construire relatif au même objet.

3

Les dispositions de la législation sur les constructions s'appliquent par analogie à la révocation de l'autorisation en matière de protection des eaux; cette dernière autorisation peut en outre subir des modifications avant le début des travaux d'exécution du projet si, après coup, est intervenue une possibilité de mesures communes au sens des dispositions de la LUE et de l'OPE.

### III. Obligation de raccordement et prescriptions techniques

---

1

Obligation de  
raccordement  
pour construc-  
tions nouvelles  
et transforma-  
tions

Art.18 Toutes les eaux usées du périmètre d'un réseau d'égouts doivent être déversées dans les canalisations publiques ou dans ou dans les canalisations privées d'intérêt public (art.18 LPE).

2

Ce périmètre comprend toutes les constructions et installations situées à l'intérieur de la zone délimitée par le PGC de même que les constructions et installations situées en dehors de cette zone, dans la mesure où leur raccordement au réseau d'égouts est opportun et peut raisonnablement être exigé (art.18 de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux).

3

Si l'écoulement libre n'est pas possible, les eaux usées seront pompées.

4

Dans la règle, les eaux usées ménagères des exploitations agricoles seront déversées dans le réseau d'égouts publics selon les principes de l'alinéa 2 du présent article.

Traitement

Art.19 Les eaux usées qui ne se prêtent pas à être déversées dans une canalisation ou qui peuvent nuire au processus d'épuration seront rendues inoffensives par un traitement spécial avant d'être envoyées aux égouts. Les frais causés par ce prétraitement incombent à l'assujetti.

1

Autorisation  
provisoire  
et renoncia-  
tion concer-  
nant les  
installations  
d'eaux usées

Art.20 S'il s'agit de constructions nouvelles ou de transformations pour lesquelles il n'existe pas de possibilité de raccordement à une station centrale d'épuration des eaux usées, mais que par ailleurs les conditions sont remplies en vue de l'octroi d'une autorisation de protection des eaux, il sera en règle générale délivré une autorisation provisoire prévoyant des mesures de remplacement appropriées jusqu'à ce que soit donnée la possibilité de raccordement.

2

A titre de mesure de remplacement, il sera établi en principe une installation d'épuration mécano-biologique ou une fosse digestive à trois comportements.

3

Le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut toutefois atténuer ces exigences si les circonstances spéciales du cas le justifient; il fixe alors les conditions détaillées d'une telle renonciation. Demeurent réservés les articles 21 et 26 de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux.

4

A titre de compensation pour cette renonciation, le propriétaire foncier ou le détenteur de permis de construire versera à la commune une contribution correspondant à l'économie de frais qui en résulte pour lui. Cette contribution ira à un fonds des eaux usées uniquement affecté aux installations publiques des eaux usées.

5

La commune fixera dans un règlement spécial la perception des contributions au fonds des eaux usées; elle peut, en vertu de la loi, percevoir ces contributions avec effet rétroactif à 10 ans au plus, pour autant que l'éventualité d'une telle perception ait été signalée à l'assujetti ou à la personne dont il tient ses droits au moment où a été faite la déclaration de renonciation.

1

Measures  
collectives  
a) Principles

Art.21 Les propriétaires fonciers sont tenus d'établir des installations communes d'eaux usées, pour autant qu'il n'en résulte pas des frais supplémentaires disproportionnés.

2

Les eaux usées provenant d'entreprises industrielles et artisanales ainsi que de bâtiments non habités en permanence tels que maisons de vacances, doivent être mélangées avec les eaux usées ménagères déversées régulièrement.

3

~~Les exploitants d'installations existantes privées d'eaux usées sont tenus d'accepter les eaux usées d'autres bâtiments anciens et nouveaux dans les limites de la capacité de leurs installations, au besoin, ils agrandiront ces dernières.~~

4

Celui qui construit de nouvelles installations privées d'eaux usées peut être tenu, en vertu des principes énoncés aux 1er et 2e alinéas de concevoir son installation pour la rendre apte à recevoir les quantités d'eaux usées provenant du périmètre récepteur en vue d'un assainissement ou d'un lotissement imminent (réserve de capacité ou réserve d'extension).

5

Les frais des installations collectives seront répartis sur les propriétaires fonciers en proportion de leur intérêt; une répartition a lieu en cas de raccordements ultérieurs. Un intérêt convenable peut être porté en compte pour la réserve de capacité (4e al.).

1

b) Ordonnances

Art.22 La commune veille à ce que les installations communes privées fassent l'objet d'une planification opérée à temps.

2

Elle prend au besoin les ordonnances nécessaires comprenant la répartition des frais, la détermination des personnes responsables des installations, ainsi que la réglementation des questions d'ordre technique, administratif et financier.

3

Les dispositions de la législation sur les constructions relatives à la viabilité de détail s'appliquent par analogie à la procédure. Le plan et les prescriptions qui s'y rapportent nécessitent l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

1

**Infiltrations** Art.23 Les puits perdus pour les eaux usées, épurées ou non, sont en principe interdits.

2

Le requérant qui demande qu'il soit fait une exception à l'interdiction d'infiltration doit apporter, par des éléments hydrologiques et par d'autres preuves cas échéant nécessaires, la preuve de l'innocuité de la mesure qu'il requiert.

3

L'Office des eaux et de la protection de la nature peut exiger des examens complémentaires, notamment des essais de traceurs, y compris la preuve quantitative du cheminement du traceur.

1

**Principes  
généraux,  
systèmes de  
séparation  
piscines**

Art.24 Les raccordements de bâtiment, canalisations et installations accessoires ne peuvent être établis que par des spécialistes qualifiés; si celui qui construit ne peut justifier des connaissances spéciales nécessaires et de l'expérience professionnelle voulue, la commune doit, aux frais du propriétaire foncier, se charger, en plus du contrôle usuel, de toutes les autres mesures de vérification, telles que découvrir complètement l'installation, faire l'essai d'étanchéité et autres, qui sont indispensables en vue de vérifier si les prescriptions et directives applicables en la matière sont entièrement observées.

2

L'eau propre ( eau de toit, de fontaine, d'avant-place, à l'exception des places de stationnement pour véhicules à moteur avec lavage, l'abaissement permanent de la nappe d'eau souterraine et autres ) doit être complètement séparée de l'eau polluée et soumise à infiltration; si ce n'est pas possible, elle doit être évacuée séparément, s'il n'en résulte pas des frais disproportionnés.

3

Les eaux usées provenant de places de stationnement pour véhicules à moteur seront en règle générale évacuées dans la canalisation des eaux usées.

4

En ce qui concerne les piscines, l'eau de rinçage du filtre et l'eau de curage du bassin seront évacuées dans la canalisation des eaux usées; en revanche, le reste du contenu du bassin sera évacué dans l'exutoire s'il n'en résulte pas des frais excessifs.

Exutoires  
pour eaux  
épurées

Art.25 L'Office des eaux et de la protection de la nature désigne l'exutoire pour les eaux usées épurées si des motifs d'hygiène des eaux l'exigent; le juge civil statue sur les prétentions en dommages-intérêts que pourrait valoir le propriétaire des eaux.

1

Tracé des  
conduites

Art.26 Le réseau de canalisations sera conçu de manière telle que, sous réserve de l'alinéa 2, les eaux usées parviennent à la station d'épuration par le chemin le plus court, dans les temps les brefs et sans arrêt ou dépôt intermédiaire.

2

Pour les constructions nouvelles, aucune conduite d'eaux usées ne sera posée dans la zone de protection autour d'un captage d'eau souterraine. Pour le raccordement des constructions existantes on s'efforcera d'éviter la zone de protection dans la mesure du possible.

1

Viabilité  
de base et  
de détail

Art.27 Lors d'établissement de conduites privées. on tiendra compte, pour ce qui concerne le diamètre, la profondeur et la pente du projet général des canalisations de la commune.

2

Si des installations de viabilité de base doivent être exécutées par des particuliers, les frais seront remboursés à ces personnes conformément aux dispositions de la législation sur les constructions ( art.72 de la loi sur les constructions).

3

Pour les installations de viabilité de détail, les dispositions légales sur la construction sont également valables ( art.73 ss de la loi sur les constructions).

1

Exécution  
d' condui-  
tes

Art.28 Toutes les conduites de canalisations doivent, dans la mesure du possible, être posées de manière rectiligne. Elles doivent être étanches.

2

En cas de changements de direction et de pentes, des chambres de révision doivent être aménagées.

3

Les canalisations secondaires et les conduites de raccordement des immeubles devront aboutir à mi-hauteur de la conduite principale, sous un angle de 60 degrés au maximum et dans le sens de l'écoulement des eaux. Les raccordements devront, autant que possible, être préservés contre le refoulement. A cet effet, on utilisera des pièces de raccordement spéciales.

4

Dans la règle, les conduites de raccordement seront raccordées aux regards de contrôle.

5

Pour éviter la pénétration de gaz de canalisation dans les bâtiments, on installera des siphons et on établira des installations d'aération. Avant d'être amenées dans les canalisations communales, les eaux usées d'un bâtiment seront dirigées vers un regard de contrôle.

1

Pose des  
tuyaux

Art.29 Les tuyaux seront posés sur un bon radier de béton et toujours de bas en haut. Les joints des sections de tuyaux seront parfaitement étanches et hermétiques.

2

En règle générale, les tuyaux seront enrobés de béton jusqu'au tiers de leur hauteur. En cas de forte sollicitation des tuyaux, ( remblayage de faible épaisseur, grande profondeur de pose, sous-sol défavorable ), l'enrobage sera total et s'étendra jusqu'aux parois de la fouille. L'autorité qui délivre l'autorisation peut prescrire des tuyaux armés si cela s'avère nécessaire (normes SIA 190 ).

3

La fouille sera remblayée soigneusement par couches par du matériel approprié.

1

Locaux si-  
tués en  
sous-sol

Art.30 Pour l'évacuation des eaux de caves et pour les raccordements de locaux dont le sol se trouve en-dessous du niveau de refoulement du réseau d'égouts, on installera un clapet de refoulement efficace.

2

Si les eaux usées doivent être élevées artificiellement, le point culminant de la conduite de refoulement doit se trouver au-dessus du niveau de refoulement de la canalisation.

1

Diamètre

Art.31 Le diamètre intérieur des conduites de raccordement d'immeubles ne sera pas, en principe, inférieur à 15 cm.

2

La pente sera choisie de manière telle que toutes les matières polluantes soient évacuées; elle sera répartie aussi régulièrement que possible.

3

Les pentes suivantes sont valables en principe:

- pour tuyaux de 15 cm de diamètre: 3 %
- pour tuyaux de 20 cm de diamètre: 2 %
- pour tuyaux de 30 cm de diamètre: 1 %

Matériaux  
des con-  
duites

1

Art.32 Pour les canalisations, on utilisera des tuyaux de bonne qualité. Les tuyaux en ciment doivent avoir une longueur de minimum de 2 mètres. On utilisera des tuyaux avec des raccords souples et étanches.

2

Pour les eaux usées contenant des matières susceptibles d'attaquer le ciment, ou pour des conduites qui seront en contact avec des eaux souterraines ou des sols agressifs, on utilisera des tuyaux résistant aux acides.

3

Pour les conduites sous pression, seuls les tuyaux spéciaux entrent en considération.

Stations  
d'épuration  
privées et  
fosses à  
purin

1

Art.33 Les installations d'épuration particulières et les fosses à purin doivent être aménagées à l'extérieur des bâtiments. Leurs murs extérieurs seront séparés complètement des fondations du bâtiment. Si les installations sont proches de ces fondations, on les en isolera par des matériaux appropriés. Des exceptions peuvent être accordées pour fosses à purin d'étables nouvelles et cela dans la mesure où les conditions statiques le permettent. Cette preuve doit être fournie par le requérant.

2

Elles seront aménagées de telle manière que le contrôle et la vidange soient possibles en tout temps.

3

Les fosses à purin et les silos à fourrage doivent être étanches et n'avoir aucun trop-plein ni aucun écoulement qui conduise dans le sol environnant, à l'égout ou dans un cours d'eau. En cas de soupçons fondés, le conseil communal peut en tout temps ordonner un contrôle de l'étanchéité des conduites.

4

Le fumier doit être entreposé sur une assise en béton étanche et munie de bords relevés. Les eaux résiduelles doivent être conduites à la fosse à purin.

5

S'il y a possibilité de raccordement à une station d'épuration centrale, les stations d'épuration particulières seront supprimées dans un délai fixé par le conseil communal d'entente avec l'Office des eaux et de la protection de la nature.

1

Zones et  
périmètres  
de protec-  
tion

Art.34 S'il existe des zones ou des périmètres de protection des eaux, les directives ou les interdictions de construire données avec la décision doivent être observées.

2

Si un captage d'eau souterraine ou une source pour lesquels il n'existe pas encore de zone de protection se trouvent mis en danger par un projet, leur propriétaire ou celui qui en a la jouissance peut former opposition et, dans les trois mois à compter du jour où le délai d'opposition est écoulé, déposer publiquement une requête en vue de l'établissement d'une zone de protection.

3

Dès le dépôt public d'une demande de zone de protection, il ne peut, dans un secteur prévu et jusqu'à décision définitive, être prise aucune mesure qui puisse faire échouer totalement ou partiellement la réalisation de la zone de protection.

4

Toute personne touchée dans ses intérêts peut faire opposition auprès de l'Office des eaux et de la protection de la nature pour un retard apporté à la liquidation d'une procédure de protection des zones. Cet office prend en pareil cas les décisions nécessaires.

1

Lavage de  
véhicules  
à moteur

Art.35 Est interdit le lavage des véhicules à moteur de tout genre au moyen de produits de lavage, rinçage et nettoyage en des lieux qui ne disposent pas d'une conduite d'évacuation des eaux dans des stations d'épuration.

#### IV. Contrôle de chantier

1

Contrôle

Art.36 Pendant et après l'exécution des projets autorisés, le conseil communal contrôle l'observation des prescriptions légales, ainsi que des clauses contenues dans l'autorisation.

2

Dans les cas présentant des difficultés, elle peut faire appel aux spécialistes de l'OEPN ou bien, si des circonstances spéciales le justifient, recourir aux services d'experts privés.

3

Par le fait qu'elle contrôle et réceptionne des constructions ou des installations, la commune n'assume aucune responsabilité quant à leur valeur ou quant à leur concordance avec les prescriptions légales ; le propriétaire ou exploitant n'est en particulier pas libéré de l'obligation de recourir à d'autres mesures de protection en cas d'efficacité d'épuration insuffisante ou d'autre danger d'altération des eaux.

1

Devoirs du  
bénéficiaire  
de l'auto-  
risation

Art.37 Le bénéficiaire d'une autorisation annoncera assez tôt au conseil communal le début de la construction ou d'autres travaux pour que ces organes soient en mesure d'exercer un contrôle efficace.



2

Il annoncera les installations achevées, en vue de leur réception avant d'en recouvrir les parties importantes et avant de les mettre en exploitation.

3

Les plans d'exécution tenus à jour seront remis lors de la réception.

4

La réception sera consignée dans un bref procès-verbal.

5

Si le bénéficiaire de l'autorisation néglige ses devoirs et si le contrôle s'en trouve rendu difficile, il doit prendre à sa charge les frais supplémentaires qui résultent de sa négligence.

6

Le bénéficiaire d'une autorisation doit, outre les émoluments, payer également à la commune les dépenses provoquées par le contrôle de chantier.

Modification  
du projet

1

Art. 38 Toute modification importante d'un projet autorisé nécessite l'approbation préalable de l'autorité qui a délivré l'autorisation.

2

Sont en particulier considérées comme modifications importantes le changement d'emplacement des constructions et installations, la modification du système d'épuration des eaux usées, la modification des dimensions de la conduite d'amenée et de la conduite d'évacuation, l'utilisation d'un autre matériau de construction d'isolation et de revêtement ou d'autres parties de machines, ainsi que tout changement apporté au projet touchant à son effet d'épuration, à la sécurité ou à la capacité des installations.

## V. Exploitation et entretien

1

Interdiction  
de déverser  
certaines  
matières

Art. 39 Il est interdit d'introduire dans les canalisations des matières pouvant endommager les installations ou susceptibles de nuire au processus d'épuration dans l'installation publique.

2

Il est, en particulier, interdit d'y déverser des matières toxiques, infectieuses, radioactives, inflammables ou présentant un danger d'explosion, des liquides à forte teneur en acides, de potasse, de sels ou qui, après mélange dans la conduite, soient d'une température supérieure à 30 degrés C, des gaz et des vapeurs de toutes sortes, des eaux usées contenant une quantité excessive d'huiles ou de graisses, du purin d'étable ou du jus de silo, des corps visqueux ou solides susceptibles d'obstruer les conduites tels que sable, gravats, ordures, scories, cendres, chiffons, déchets de cuisine ou de boucherie, boue de carbure, boues provenant de dépotoirs, de fosses d'épuration et de séparateurs, matières plastiques, etc...

3

L'évacuation de déchets de cuisine passés au broyeur n'est pas autorisée.

Responsabi-  
lité en cas  
de dommages

1

Art. 40 Les propriétaires de conduites de raccordement répondent de tout dommage provoqué par un vice d'installation, d'exécution des conduites ou par manque d'entretien. Ils sont aussi tenus, en particulier, à réparer les dommages causés par la non-observation du présent règlement.

2

La commune ne répond pas des dommages causés aux installations raccordées ou aux tiers par suite de refoulement dans les conduites qui ne sauraient lui être imputés, ou qui sont provoqués par des cas de force majeure.

Entretien  
et  
nettoyage

1

Art. 41 Toutes les installations des eaux usées doivent être maintenues en bon état, tant du point de vue construction que du point de vue exploitation.

2

Les conduites de raccordement privées de même que toutes les installations établies par des particuliers pour épurer des eaux usées ou les rendre inoffensives doivent être entretenues et nettoyées périodiquement par le propriétaire ou par son usager.

3

Le conseil communal peut décider que des organes compétents de la commune assumeront la surveillance de petites installations d'épuration mécano-biologique privées, et cela aux frais du propriétaire pour autant qu'aucun contrat à long terme n'ait été conclu avec le fournisseur pour un entretien régulier.

4

En cas de négligence et après avertissement resté sans effet, le conseil communal peut ordonner l'entretien des installations des eaux usées par des tiers. Il peut être recouru contre cette décision.

Evacuation  
des eaux  
usées, boues  
digérées

Art. 42 Celui qui, professionnellement, fait évacuer des eaux usées, des boues digérées et autres matières semblables qui peuvent être traitées dans des stations d'épuration des eaux usées doit être en possession d'une autorisation de l'OEPN.

## VI. Assainissement des eaux usées

1

Assainisse-  
ment  
a) Raccor-  
dements  
de maisons

Art. 43 Dans le secteur des canalisations publiques et des canalisations privées servant à des fins publiques, les conduites de raccordement aux bâtiments doivent être établies ou adaptés aux frais des propriétaires au moment où les conduites collectrices destinées au périmètre récepteur sont posées ou modifiées.

2

En cas de doute, le conseil communal détermine le périmètre récepteur d'une conduite selon l'appréciation que lui dicte son devoir.

3

Les propriétaires fonciers tenus à raccordement présenteront au conseil communal les plans de projets nécessaires au plus tard à l'époque où se font les travaux de creusage pour le collecteur. Le conseil communal les avisera à temps du début des travaux.

4

Dans le secteur d'assainissement privé, le conseil communal ordonne les raccordements conformément au plan d'assainissement; en cas d'urgence ou sur injonction de l'Office des eaux et de la protection de la nature, la mesure sera ordonnée avant l'établissement du plan communal d'assainissement ou avant que courent les délais qui y sont prévus.

5

Le conseil communal veille en particulier à ce que les dispositions relatives aux mesures collectives privées soient observées.

6

Une fois le raccordement effectué, les installations d'épuration particulières doivent être mises hors service, pour autant que les eaux usées puissent être déversées dans une station d'épuration des eaux usées.

1

b) Autres  
mesures  
d'assainis-  
sement

Art.44 S'il n'y a pas possibilité de raccordement à une station publique d'épuration des eaux usées, le conseil communal ordonne les mesures prescrites par la législation la protection des eaux; elle le fait conformément au plan d'assainissement et d'entente avec l'Office des eaux et de la protection de la nature.

2

L'ordonnance doit être rendue avant l'établissement du plan communal d'assainissement en cas d'urgence, en particulier lorsque le régime exutoire n'est pas satisfaisant, en cas d'infiltrations, de même que dans les secteurs d'eau souterraine.

3

Les mêmes règles s'appliquent aux constructions et installations existant à l'intérieur du périmètre des canalisations et pour lesquelles il doit être établi des installations d'épuration particulières appropriées à titre de solution transitoire jusqu'au moment du raccordement au réseau des canalisations.

1

c) Assainis-  
sement d'une  
certaine  
ampleur

Art.45 Dans les secteurs d'assainissement privés relativement étendus, comme aussi dans les zones de maisons de vacances comportant des bâtiments nécessitant un assainissement, la commune, de son propre chef et en accord avec l'Office des eaux et de la protection de la nature, exécute

tera l'assainissement (viabilité fondamentale et installations d'épuration) aux frais des propriétaires fonciers pour le cas où il n'y aurait pas garantie que cette opération sera effectuée par les propriétaires conformément aux règles établies.

2

De même, la commune se chargera de l'exploitation et de l'entretien des installations, dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Voir approbation  
du 9.3.1990

1

Autorisation et  
contrôle

Art. 46 Dans le cas de mesures d'assainissement, le conseil communal peut décider d'engager la procédure ordinaire d'octroi de l'autorisation si aucun raccordement direct à une station centrale d'épuration des eaux usées n'est pas possible.

2

La commune surveillera l'exécution de toutes les mesures privées d'assainissement en appliquant les prescriptions relatives au contrôle des travaux en relation avec les autorisations en matière de protection des eaux.

3

Aux assujettis s'appliquent les prescriptions concernant les obligations du bénéficiaire d'autorisations en matière de protection des eaux. L'autorité les rendra attentifs à cette disposition.

4

Le propriétaire supporte les frais d'assainissement, de même que les frais officiels.

## VII. R e d e v a n c e s

1

Financement  
des installations  
d'épuration  
des eaux  
usées

Art. 47 Le financement des installations publiques des eaux usées incombe à la commune. A cette fin, elle dispose des moyens suivants:

- des émoluments uniques et périodiques versés par les usagers de l'installation,
- des prestations de l'Etat et de la Confédération,
- des propres prestations de la commune (bâtiments et installations publics),
- d'autres contributions de tiers.

2

Les frais d'établissement des conduites de raccordement des bâtiments et des biens-fonds particuliers sont à la charge de leurs propriétaires. Les mêmes dispositions sont valables pour l'adaptation des raccordements de maisons si la conduite existante est supprimée ou si elle est déplacée (art. 77 de l'OPE).

1

Base pour  
le calcul  
des émolu-  
ments

Art.48 Pour le calcul des émoluments uniques et périodiques on tiendra compte, au sens de l'article 106 LUE, des prestations particulières de la commune et d'autres sources puis on s'assurera que le produit des émoluments perçus couvre les frais d'exploitation et d'entretien des installations et permet le service des intérêts et de l'amortissement du capital engagé, de même que la création d'un fonds de renouvellement.

2

Le délai d'amortissement du capital investi est de 20 ans au plus. Lors d'acquittements plus rapides pour les émoluments uniques au sens des articles 49 et 50 ci-après, les émoluments seront réduits de la façon suivante:

- totalité à la première échéance: 20 %
- 50 % à la première échéance et  
10 % chacune des 5 années suivantes: 15 %
- 10 % chacune des 10 années suivant  
la première échéance: 10 %

Voir approbation  
du 9.3.1990

Emoluments  
uniques  
a) Emolu-  
ment des  
canalisa-  
tions com-  
munes

Art.49 Pour le financement du réseau communal de canalisations publiques, y compris les pompes, les déversoirs d'orages, etc... Il est prélevé un émolument unique pour chaque raccordement direct ou indirect. Cet émolument est calculé sur la valeur officielle et sur la valeur incendie cumulées du bien-fonds raccordé (bâtiment, assise et aisance), ainsi que sur le nombre d'appartements et studios habitables. Il est la somme de :

- 5,75 % de la valeur officielle et de la valeur d'assurance incendie cumulées,
- Fr 1500.- par appartement habitable; Fr 750.- par studio.
- pour les constructions industrielles, artisanales ou autres, en remplacement de l'émolument par appartement, l'émolument sera de:
- Fr 375.- par EH jusqu'à 10 EH
- Fr 300.- pour chaque EH supplémentaire jusqu'à 30 EH
- Fr 260.- pour chaque EH supplémentaires à partir de 31 EH

Ces émoluments seront prélevés par tranches annuelles égales pendant une période de 20 ans. Un acquittement plus rapide pourra intervenir avec l'accord du propriétaire selon les conditions contenues à l'article 48 al.2.

1

Émolument  
unique STEP

Art.50 Pour couvrir sa participation au SEPE pour aux frais de construction de la Step et des collecteurs intercommunaux, la commune prélèvera un émolument unique auprès des propriétaires des biens-fonds déjà raccordés ou à raccorder. Cet émolument est calculé sur la valeur officielle et sur la valeur incendie cumulées du bien-fonds raccordé, ainsi que sur le nombre d'appartements habitables. Il est le suivant:

- 1.25%. de la valeur officielle et de la valeur d'assurance incendie cumulées,
- Fr 500.- par appartement habitable; Fr 250.- pour un studio.
- pour les constructions industrielles, artisanales ou autres, en remplacement de l'émolument par appartement:
  - Fr 125.- par EH jusqu'à 10 EH
  - Fr 100.- pour chaque EH supplémentaire jusqu'à 30 EH
  - Fr 90.- pour chaque EH supplémentaire à partir de 31 EH.

2

Les contributions de dispense (contributions au fonds des eaux usées) qui, selon le règlement transitoire, ont été payées pour le renoncement à une installation d'épuration particulière, seront totalement prises en compte à la valeur du jour où elles ont été versées.

3

Si une entreprise ou société représente une quantité importante d'équivalents-habitants qui influence la participation de la commune à la clé de répartition du SEPE, le Conseil communal perçoit une surtaxe convenable auprès des intéressés. Cette surtaxe est basée sur la moyenne des équivalents-habitants hydrauliques et biochimiques déterminés par l'OEPN. D'autre part, une réduction sera accordée si l'entreprise ou société produit une quantité proportionnellement minime d'eaux usées.

1

Augmenta-  
tion valeur  
incendie

Art.51 En cas d'augmentation des valeurs d'assurance-incendie et officielle motivée par de nouvelles constructions ou par des transformations, un émolument complémentaire sera exigé pour autant que la plus-value dépasse Fr 20 000.- pour les deux valeurs cumulées.

2

Incendie ou  
démolition  
du bâtiment

En cas d'incendie ou de démolition du bâtiment, on établira un décompte des émoluments payés.

- Si une nouvelle construction est érigée, on fera la différence entre les émoluments à payer pour la nouvelle construction et les émoluments payés pour l'ancienne.
- Si aucune construction n'est érigée, les émoluments seront remboursés à raison de 1/20 par année restant jusqu'à l'expiration du prélèvement des taxes.

Propriétés  
déjà raccor-  
dés, déduc-  
tions

1  
Art. 52 Les deux émoluments uniques définis aux articles 49 et 50 sont également prélevés sur toutes les propriétés foncières déjà raccordées à la canalisation, sous déduction d'éventuels émoluments déjà versés.

2  
Une réduction pouvant aller jusqu'à un maximum de 20 % sera consentie, pour autant que les propriétaires fonciers conduisent à leurs frais, les eaux météoriques vers des eaux de surface ou qu'ils les infiltrent selon les règles. Pour le calcul des déductions, il sera fait application des directives de l'OEPN.  
Cette déduction interviendra uniquement lors de frais supplémentaires provoqués par les travaux de séparation des eaux de surface des eaux usées.

Voir approbation  
du 9.3.1990

Emoluments  
annuels d'  
utilisation

1  
Art. 53 Pour assurer la couverture des frais d'exploitation du service des canalisations et de la station centrale d'épuration des eaux usées, les propriétaires des biens-fonds raccordés à la canalisation publique verseront un émolument annuel d'utilisation fixé par mètre cube d'eau potable utilisée. Le montant en sera fixé chaque année par le conseil communal en divisant le total des frais cités ci-dessus par le total des mètres cubes d'eau consommée.

2  
Un émolument identique sera perçu pour les approvisionnements en eau privée. L'eau mesurée par les compteurs d'eau posés aux frais de la commune. *et déterminants*

3  
L'eau prélevée pour l'agriculture à l'hydrant réservée à cet effet n'est pas soumise à la taxe d'épuration.

4  
Si une entreprise ou une société représente une quantité importante d'équivalents-habitants qui influence la participation de la commune à la clé de répartition du SEPE, le Conseil communal perçoit une surtaxe convenable auprès des intéressés. Cette surtaxe est basée sur la moyenne des équivalents habitants hydrauliques et biochimiques déterminés par l'OEPN.

5  
Dans la mesure où une exploitation artisanale ou industrielle fournit sensiblement moins d'eaux usées ( 25 % au moins ) qu'elle ne reçoit d'eau potable ( par exemple établissement d'horticulture, eaux de refroidissement directement déversées dans un cours d'eau ), une réduction équitable de la taxe pourra être consentie, tenant compte de la quantité d'eaux usées effectivement évacuées par l'entreprise ou société. Il appartient au producteur d'eaux usées de fournir la preuve nécessaire.

6  
Une réduction de 15 m3 d'eau par an et par unité de gros bétail ( UBG ) sera consentie aux agriculteurs sur la base du recensement de l'assurance du bétail. Pour les autres animaux domestiques entretenus en grandes quantités, le Conseil communal est compétent pour accorder une réduction équitable. Au-dessous de la consommation moyenne d'un ménage comparable, cette déduction n'est plus applicable.

Exigibilité  
et intérêt  
de retard

1

Art. 54 L'émolument de canalisation est exigible au moment du raccordement; en vue de financer d'avance des constructions nouvelles ou des agrandissements, la commune peut, et d'avance, percevoir des contributions de la part des propriétaires fonciers en appliquant les dispositions qui règlent leurs contributions aux frais de construction de routes. Ces contributions sont imputables sur les émoluments de rachat à la canalisation jusqu'à concurrence du montant total de ces derniers; demeurent réservés les dispositions de législation sur les constructions relatives à la mise à charge des frais de viabilité de détail.

2

L'émolument unique de la STEP est exigible lors de la mise en exploitation de la station centrale d'épuration des eaux usées et du raccordement à celui-ci; à des fins de financement préalable, la commune peut décider la perception d'avance de l'émolument dû pour tous les bâtiments et parcelles assujettis à raccordement et se trouvant à l'intérieur du périmètre du PGC, ainsi que pour les biens-fonds assujettis à raccordement et situés dans la zone publique d'assainissement; les montants ainsi encaissés serviront à couvrir les dépenses antérieures et courantes occasionnées par la STEP et par le collecteur principal d'amenée.

3

Pour les propriétés déjà raccordées, l'émolument unique doit être payé dans les douze mois qui suivent la mise en vigueur des dispositions réglementaires.

4

Le Conseil communal est autorisé à prolonger les délais de paiement ou à accorder la possibilité de s'acquitter de sa dette par mensualités.

5

Le délai de paiement pour l'émolument d'utilisation échoit trente jours après l'établissement de la facture par la commune.

6

A l'expiration du délai de trente jours à dater de l'établissement de la facture, on comptera un intérêt moratoire calculé au même taux que l'intérêt de la Banque cantonale du Jura pour les hypothèques de premier rang.

1

Débiteur  
des émo-  
ments

Art. 55 L'émolument de rachat est dû par la personne qui, au moment de l'échéance, était propriétaire ou copropriétaire du bien-fonds ou du bâtiment raccordé. De plus, les acquéreurs ultérieurs sont tenus au paiement des émoluments encore dus au moment de l'acquisition; le droit de recours contre le propriétaire antérieur demeure réservé.

2

Les taxes d'utilisation sont dues par le propriétaire actuel de l'immeuble.



Droit de gage foncier de la commune      Art.56 Pour garantir la couverture des émoluments uniques qui lui sont dus, la commune est au bénéfice d'une hypothèque légale grevant l'immeuble raccordé selon l'article 88, chiffre 4 LICCS.

### VIII. Dispositions pénales et finales

Infractions au Règlement      Art.57 Les infractions au présent règlement ainsi qu'aux ordonnances édictées en vertu de celui-ci sont passibles d'amendes allant jusqu'à Fr 1000.- pour chaque cas, en quoi le décret sur le pouvoir répressif des communes est applicable.

2

L'application des prescriptions pénales cantonales et fédérales reste réservée.

Décision en matière de contestation      Art.58 Les décisions relatives à l'application du présent règlement peuvent être attaquées dans les trente jours selon les voies de droit prévues dans le Code de procédure administrative du 30 novembre 1978.

1

Décision en matière de vigueur et d'adaptation      Art.59 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Service des communes.

2

Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires. Il abroge en particulier le Règlement concernant le fonds des Eaux usées, du 14.3.1980.

3

Le Conseil communal fixe le délai dans lequel les installations existantes doivent être adaptées aux dispositions du présent règlement.

Ainsi débattu et accepté par l'Assemblée communale du 27 octobre 1989.

Au nom de l'Assemblée communale:  
Le président:      La secrétaire:

P.Berbier

S.Chambaz

Certificat de dépôt

La secrétaire communale soussignée certifie que le règlement concernant les eaux usées a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 après l'assemblée communale avec indication des possibilités de faire opposition.

La secrétaire communale:

S.Chambaz